



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

chômage

Question au Gouvernement n° 3964

Texte de la question

## CONSÉQUENCES DE LA ROBOTISATION SUR LE SYSTÈME D'ASSURANCE SOCIALE ET L'EMPLOI

**M. le président.** La parole est à M. Jacques Krabal, pour le groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.

**M. Jacques Krabal.** Monsieur le président, ma question s'adresse à M. le ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique. À l'heure où s'ouvre à Paris le Salon InnoRobo, événement robotique international, et alors que la France, dans ce domaine, occupe une place de choix, nous aimerions savoir comment le Gouvernement accompagne cette évolution inéluctable.

Grâce aux robots, les tâches pénibles ont diminué, les coûts de production ont chuté en quelques années – le prix d'une voiture a été divisé par deux, et ce tout en améliorant la sécurité et le confort. Et ce n'est pas fini, la robotisation devrait encore s'accélérer.

Une étude de l'OCDE, l'Organisation de coopération et de développement économiques, estime que 9 % des emplois sont automatisables, dans l'industrie comme dans les services. Mais l'OCDE nous dit aussi que la robotisation, dans les années à venir, entraînera la perte de millions d'emplois.

Comment concilier l'emploi et la compétitivité de nos entreprises ? Avec le chômage de masse que nous connaissons, c'est une première préoccupation, sans oublier les conséquences de la robotisation que sont la diminution de l'assiette des salaires, donc des recettes sociales. Cette perte supplémentaire de recettes pénalisera notre couverture sociale, affaiblira nos retraites et notre sécurité sociale.

Monsieur le ministre, n'est-il pas urgent, pour préserver l'emploi et pérenniser notre système social, d'envisager une fiscalité spécifique sur les robots ou les produits issus de leur fabrication ? Plus que jamais, comme l'écrivait Jean de la Fontaine, né à Château-Thierry, dans la fable *Le renard et le bouc*, « En toute chose il faut considérer la fin ». Pour nous, la finalité doit être l'emploi et notre protection sociale. (*Applaudissements sur les bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*)

**M. le président.** La parole est à M. le ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

**M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.** Monsieur le député, vous raison de souligner l'importance du sujet des robots et plus largement de la transformation de notre économie, de sa modernisation et de sa numérisation.

Dans ce débat, il faut éviter certains raccourcis, en particulier les erreurs que nous avons pu commettre par le passé.

La France, dans les années 1990, a nettement moins robotisé son économie que ses voisins – cinq fois moins que les Allemands, deux fois moins que les Italiens du nord. Avons-nous pour autant préservé l'emploi ? Non ! Le robot n'est donc pas l'ennemi de l'emploi, il est l'un des instruments de sa transformation.

Plus largement, la numérisation de notre économie et sa transformation imposent une mobilisation collective, tout d'abord en matière d'investissements. C'est ce que nous faisons pour accompagner cette transformation. La BPI, Banque publique d'investissement, a ainsi mis en œuvre une série de prêts pour accompagner nos entreprises vers cette transformation, et des fonds ont été libérés – jusqu'à 8 milliards d'euros de prêts ont été accordés par la BPI, ce qui contribue à l'industrie du futur que nous sommes en train d'accompagner.

Vous avez raison, la numérisation menace des emplois à compétences moyennes, qui sont le cœur de la classe moyenne de notre économie et, historiquement, le socle du financement de notre modèle social. C'est cela notre défi.

La réponse est double.

D'abord, il faut repenser la base fiscale et sociale. Nous avons commencé à le faire avec la CSG et d'autres fiscalités, environnementales ou sur le capital. Il faut poursuivre en ce sens.

Ensuite, il faut une politique de formation volontariste. Notre défi, c'est que celles et ceux qui aujourd'hui exercent des fonctions productives parfois pénibles puissent être accompagnés et suivre une formation continue afin de transformer leur emploi, de les qualifier davantage et de développer des emplois beaucoup plus qualifiés dans notre économie. C'est cela le vrai défi ; c'est cela la vraie réponse. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

## Données clés

**Auteur :** [M. Jacques Krabal](#)

**Circonscription :** Aisne (5<sup>e</sup> circonscription) - Radical, républicain, démocrate et progressiste

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3964

**Rubrique :** Emploi

**Ministère interrogé :** Économie, industrie et numérique

**Ministère attributaire :** Économie, industrie et numérique

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [25 mai 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [25 mai 2016](#)